

« Le cdH joue la Wallonie au casino ! »

Le ministre Lacroix accuse les troupes de Lutgen de tout bloquer

Jeucl, 12h. Christophe Lacroix (PS) ne cache pas sa colère. Il vient de sortir du gouvernement wallon, où comme annoncé le cdH a bloqué la suppression de la téléredevance. Interview...

« C'est incompréhensible ! », fulmine le ministre du Budget. « Un accord de principe pour la suppression avait été conclu début juin entre Benoît Lutgen et Elio Di Rupo ! Nos cabinets ont préparé un texte en ce sens ! Et aujourd'hui, le cdH dit que nous n'avons pas d'accord, et qu'il n'a plus de mandat pour prendre de nouvelles décisions ! »

↳ **Comment l'analysez-vous ?**

« C'est regrettable de bloquer un dossier aussi essentiel pour le citoyen ! Ils en font de même sur d'autres réformes, comme l'aménagement des fins de carrière pour les métiers pénibles ! La Wallonie est à l'arrêt, parce que le cdH ne veut plus avancer sur rien. Il joue son avenir au casino ! C'est inadmissible ! Et grave ! Ce sont des calculs purement politiques ! C'est irresponsable ! »

↳ **Le cdH dit que vous n'arrivez pas à compenser les 100**

millions euros annuels de recettes que la Wallonie perdrait...

« Mais si ! J'ai proposé d'augmenter à 52,5 % au lieu de 50 % l'impôt sur les revenus brut supérieurs à 120.000 euros par an et par personne. Dans les faits, cela ne toucherait que la partie régionale de cet impôt, soit 25 %. Et 2,5 % de hausse sur ces 25 %, ça donne une hausse réelle de 0,65 % sur ces hauts revenus. J'ai aussi proposé de taxer les automatés qui créent des pertes d'emploi. »

↳ **Mais le cdH refuse ces pistes...**

« Exact. Mais pour 2018, les recettes de la DLU nous permettent déjà de compenser la moitié des 100 millions. Pour 2019, la réforme du bonus loge-

ment initiée par Paul Furlan donne 80 % de compensation. Il resterait donc 20 millions d'euros seulement à trouver. »

↳ **Ce ne sont pas des moyens récurrents...**

« La réforme de la fiscalité immobilière et automobile que je comptais déposer en septembre allait permettre de fournir ces

moyens récurrents. La fiscalité, c'est une question de choix. Je n'ai jamais dit que ce serait neutre budgétairement, ni qu'on allait raser gratis... »

↳ **Maxime Prévot vous accuse de vouloir reprendre d'une main ce que vous donneriez de l'autre...**

« En quoi les recettes de la DLU

ou celles du bonus logement en participeraient-elles à cela ? Ma réforme fiscale était sérieuse ! »

↳ **Reste que cette suppression de la téléredevance, cela fait dix ans que le PS la promet...**

« Moi, je ne suis ministre que depuis 2014. Et ma première interview, c'est à Sudpresse que je l'avais accordée. Relisez-la : j'y promettais de supprimer cette taxe injuste pour les citoyens. Il fallait trouver de quoi com-

prendre les 100 millions d'euros qu'elle rapporte. Ce n'était pas évident, avec la détérioration de nos recettes due au tax shift, à la panne de croissance ou à la 6^e réforme de l'État. Mais j'y ai travaillé, et j'ai trouvé des solutions. »

↳ **Retravailler un jour avec le cdH, ce sera possible pour vous ?**

« Mon avenir m'importe peu, c'est celui des Wallons qui prime. Le cdH est entré dans une opération de survie du soldat Lutgen. Il envoie l'intérêt des citoyens dans les limbes, cet endroit où les enfants non baptisés attendent leur hypothétique entrée au paradis... »

INTERVIEW >
CHRISTIAN
CARPENTIER

« Le cdH est entré dans une opération de survie du soldat Lutgen. Il envoie l'intérêt des citoyens dans les limbes »

Le PS ne désarme pas La téléredevance... au Parlement

Le cdH refuse de valider la fin de la téléredevance au gouvernement wallon ? Qu'à cela ne tienne, le PS a annoncé ce jeudi le dépôt prochain d'une... proposition similaire sur la table du Parlement wallon ! Le but est clairement de forcer chaque député à se positionner. Et, sans doute, de pouvoir

pointer du doigt publiquement ceux qui se seraient ensuite opposés à la suppression de cette taxe impopulaire. Le texte annoncé proposera une suppression complète à partir de janvier 2019. La période imposable 2018 en serait donc déjà impactée, à hauteur de 25 ou 75 euros selon la date

à laquelle cette taxe est réclamee aux ménages. Vu la crise actuelle, cette proposition de décret a-t-elle des chances d'être votée ? Si on tient compte des délais légaux habituels (rédaction du texte, dépôt, validation, passage en commission, etc.), c'est assez peu probable.

Sauf, toutefois, si la crise wallonne devait perdurer et qu'aucun gouvernement ne voyait le jour avant plusieurs semaines, si pas plusieurs mois... »

CH. C.

Olivier Maingain s'enferme dans sa bouderie contradictoire

La première négociation officielle aura duré pas loin de cinq heures, entre cdH, MR et Ecolo, ce jeudi. Ce qui est déjà un petit miracle en soi, au vu du climat de méfiance qui tétanise les présidents concernés.

Le résultat ? D'abord un climat constructif, dit-on. Ensuite, une cinquantaine de points déjà abordés, sur la petite centaine que contient le document de synthèse préparé par Benoît Lutgen. Toutes portent sur la seule bonne gouvernance, comme l'avait exigé Ecolo d'entrée de jeu. La note Lutgen intègre les demandes émises par tous, depuis deux semaines. En ce compris celles... de Défi, qui a pourtant refusé de prendre part à ce démarrage de négociations.

LE CAS ONKELINX

Pourquoi ? Cela reste un mystère. Olivier Maingain a répété, en soirée à « Jeudi en prime », qu'il voulait discuter gouvernance avec chaque partenaire potentiel... Tout en refusant de les rencontrer ce jeudi. Veut-il laisser pourrir la situation et forcer le retour à table du PS à Bruxelles ? Il s'en est défendu de nouveau, à la RTBF. Et a même dit que Laurette Onkelinx « *n'est pas bien placée pour prendre quelque initiative que ce soit après le 21 juillet* », comme elle l'annonce déjà à Bruxelles si le

blocage perdure. Il le jure : « *Il n'y aura pas de belle-mère* » dans les négociations. Mais alors pourquoi ?...

En attendant, les mesures de Défi n'ont pas été abordées. Les trois partis n'ont conclu aucun accord sur le reste, mais progressé dans leurs convergences. Ils se revoient mardi, en espérant finaliser un préaccord, auquel leurs sherpas vont travailler en coulisses d'ici-là.

L'HEURE DE VÉRITÉ

On sera alors à l'heure de vérité : Ecolo accepte-t-il d'ouvrir le débat sur le socio-économique en Wallonie, où il n'est pas numériquement indispensable, ce qui le fait plus qu'hésiter ? Ou de monter à la seule Communauté française où les matières (enseignement, culture...) sont moins clivantes et où, sans lui, aucune majorité n'existe ? Ou nulle part ?

Mais si cette dernière option est la bonne — et c'est la tendance majoritaire en ce moment — et qu'Olivier Maingain continue de refuser toute négociation, le cdH et le MR n'auront d'autre solution que de pactiser à deux sur la seule Région wallonne. Les autres niveaux de pouvoir resteront alors en léthargie. Vous avez dit « crise de régime » ?... ●

CHRISTIAN CARPENTIER